

Social



Le Centre de vie infantile de Montelly compte 112 places d'accueil. La majorité relève du préscolaire, mais tout le personnel éducatif sera en grève ce mardi pour soutenir les éducatrices du parascolaire.

«La grève, nous la faisons aussi pour les enfants»

Les éducatrices de l'enfance se mobilisent ce mardi, par un débrayage à Lausanne.

Rencontre avec une équipe de Montelly

Mathieu Signorell Texte
Florian Cella Photo

11 h 50, lundi matin. D'un coup, une quarantaine d'enfants de 4 à 6 ans sortent - certains en courant, d'autres en traînant la patte - derrière l'école de Montoile. Les plus motivés hurlent et rigolent comme des fous, car l'une des fillettes a son anniversaire. D'autres enfants ont passé une mauvaise matinée à l'école et ont les yeux remplis de larmes. L'un d'eux, à l'écart, est pris d'un besoin pressant derrière un buisson. Bref: un melting-pot d'émotions et de situations qu'il va falloir gérer.

Qui va les gérer, justement? Elles sont sept à attendre ces marmots: Ludvine, Esther, Sandrine, Azita, Andreia, Françoise et Sara. C'est-à-dire toute l'équipe du «groupe des écoliers» du Centre de vie infantile (CVE) de Montelly. Comme de nombreux professionnels de l'enfance dans le canton de Vaud, elles seront en grève ce mardi pour s'opposer à la future réglementation, décidée par l'Établissement intercommunal pour l'accueil parascolaire (EIAP).

Ce nouveau cadre prévoit d'augmenter la taille des groupes d'enfants et de diminuer le nombre de professionnels, au profit des auxiliaires. Leurs soutiens sont larges: syndicats, associations de parents et d'enseignants, certaines communes, des réseaux d'accueil, etc.

«Nous sommes sept en ce moment. Mais l'une de nous devrait être en congé ce lundi, et deux autres sont en formation. Donc nous ne sommes que quatre professionnelles formées pour un maximum de 48 enfants», explique Françoise, qui a déjà près de trente ans de métier.

Burn-out et usure

Demandant que l'EIAP retire son projet, toutes ont le même discours: leur métier est passionnant, mais usant. «On dit qu'avant de faire un burn-out, une éducatrice travaille

entre dix et douze ans», illustre Sara.

Sur le terrain, la réalité saute aux yeux: quarante enfants ensemble, hors de l'école, ça ressemble à une tornade qui ne cesse de tourner. «Ce qui est usant, c'est que nous devons constamment répondre à de multiples demandes, des enfants surtout, mais aussi parfois des parents ou de nos collègues», ajoute Sandrine. Et nous devons sans cesse être attentives à la sécurité psychique et physique des enfants.»

Repas et trajets

L'idée, donc, de réduire la proportion de professionnelles les inquiète. Car pour elles, une formation spécifique est obligatoire pour gérer tant d'enfants. Mais aussi pour assurer leur sécurité, avoir une vision globale de leurs besoins, savoir comment répondre aux soucis de chacun, leur

donner un cadre, gérer leurs conflits et leurs émotions, en concertation avec les parents et les enseignants.

«Cette grève, nous ne la faisons pas seulement pour nous, mais aussi pour les enfants», ajoute Sandrine. Si nous devons nous occuper de davantage d'enfants, les autres en pâtiront.» C'est, à leurs yeux, d'autant plus vrai pendant les repas ou les trajets depuis l'école, pour lesquels l'EIAP estime que des auxiliaires suffisent. «Le rapport à la nourriture tient du domaine de l'affectif, pour lequel il faut une posture professionnelle pour arriver à l'accompagner», estime Sandrine.

«Quant aux trajets, des professionnelles doivent les gérer, car il faut comprendre le développement des besoins des enfants», ajoute Françoise. Ses collègues abondent: gestion des émotions, des crises de ceux qui s'arrêtent au milieu de la route, des possibles bagarres, etc., tout cela nécessite une formation.

Parents solidaires

Les syndicats savent que la force de la grève dépendra des parents qui peuvent reprendre leurs enfants ce mardi. «Ils sont solidaires des professionnelles», explique Diego Pasquali, le directeur du CVE. «Seuls 30% des enfants viendront ce mardi. Les parents comprennent que cette mobilisation est importante pour les enfants et qu'une formation de qualité est nécessaire pour répondre aux besoins des familles et d'une société de plus en plus complexe.»

Grève surtout lausannoise

● Si la mobilisation et la manifestation de 18 h 30 à Lausanne, ce mardi, concernent l'ensemble des structures d'accueil parascolaire du canton, la grève devrait avant tout toucher les institutions lausannoises, avec la garantie d'un service minimal. Quant aux structures parascolaires privées ou aux accueils préscolaires, certains suivront le mouvement,

toute la journée ou sur quelques heures. Peu de structures seront en grève ailleurs dans le canton, selon le site internet du Syndicat des services publics. La mobilisation devrait s'y traduire par des actions symboliques: port de brassards ou de T-shirts noirs, sensibilisation aux parents, stands, etc. Selon les syndicats, les parents ont été prévenus en amont.

16 millions pour aider l'UNIL à consommer moins

Environnement
Le Canton demande une enveloppe conséquente au parlement pour rendre le parc immobilier de l'UNIL moins énergivore

Avec sa trentaine de bâtiments, dont certains datent du XVIIIe siècle, et une population

estudiantine en constante augmentation depuis des années, le parc immobilier de l'Université de Lausanne est beaucoup trop gourmand en énergie. Sa consommation d'énergie électrique annuelle atteint par exemple 30 GWh par année, ce qui équivaut à quelque 7500 ménages de trois ou quatre personnes. Ces chiffres font de l'alma mater un «grand consom-

mateur» au sens de la loi sur l'énergie, au même titre, par exemple, que le CHUV ou encore le Service immeubles, patrimoine et logistique (SIPaL). «Or la loi impose à ce groupe de revoir sa consommation à la baisse», rappelle Yann Jeannin, directeur du Service des bâtiments et travaux (Unibat) de l'UNIL.

Pour ce faire, l'État, propriétaire du domaine bâti de l'université, a récemment demandé une enveloppe de 16,3 millions au Grand Conseil. La somme doit servir à remplacer les installations techniques obsolètes gourmandes que sont principalement le chauffage, la ventilation ainsi que l'éclairage des bâtiments. Yann Jeannin attend la réponse des dé-

putés en début d'année prochaine et annonce encore qu'une deuxième demande, d'un montant du même ordre, devrait être formulée dans environ cinq ans. «En dix ans, nous nous sommes engagés auprès de la Confédération à faire plus de 30% d'économie d'énergie», poursuit le directeur d'Unibat.

Indépendamment de cette mesure imposée par la loi, le souci de l'environnement et de l'efficacité énergétique est partagé par les différentes directions de l'institution depuis près de trente ans. Dernier exemple en date: les toits des bâtiments de Dorigny, représentant quelque 82 000 m², ont été recouverts de panneaux solaires.

Emmanuel Borloz

Qui veille sur les élèves sur le chemin de la maison?

Grand Conseil
Le PLR Jean-Rémy Chevalley propose un schéma qui responsabilise les parents, les Communes, puis les enseignants. Pas sûr qu'il soit entendu

Le dossier des transports scolaires va rebondir ce mardi au Grand Conseil. Le PLR Jean-Rémy Chevalley, par ailleurs municipal à Puidoux, propose de modifier le règlement sur les transports scolaires (RTS) afin de mieux définir les responsabilités des différents acteurs par rapport aux enfants. Aux yeux du député, les choses pourraient être plus claires qu'elles ne le sont aujourd'hui. Il pose sur la table un schéma en trois temps où les parents seraient responsables de la maison à l'arrêt de bus, les Communes durant le transport et les enseignants dès que l'enfant entre dans le périmètre de l'école.

Dans sa commune, où se trouvent encore des habitations calmes et isolées, Jean-Rémy Chevalley a vu arriver des citoyens de la ville dont les exigences lui semblent exagérées: «Certains pensent que le bus scolaire devrait s'arrêter devant chaque maison», argumente-t-il. Globalement, la question du transport scolaire reste épineuse dans le canton.

Examinée en commission, sa motion n'a pourtant pas remporté l'adhésion. Pour le Département de la formation, le RTS ne peut pas traiter de la question de la responsabilité. Sa ministre en charge, Cesla Amarelle, et les responsables de l'administration ont fait valoir que ce règlement concerne avant tout l'organisation du transport. La responsabilité de la surveillance des enfants est traitée dans la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO), notamment.

Surtout, la question que pose le député Chevalley se heurte au

cahier des charges des enseignants. Ces derniers ne peuvent pas, estime le Département, avoir la responsabilité des enfants en dehors du temps scolaire (cours, pauses, récréations). Certains prennent sur eux de surveiller quand même les élèves qui attendent le bus, mais ils le font «à bien plaisir». Si un jour un enseignant n'est pas là, personne ne pourra considérer qu'il a manqué à ses obligations.

«Certains nouveaux habitants pensent que le bus scolaire devrait s'arrêter devant chaque maison»

Jean-Rémy Chevalley Député PLR et municipal à Puidoux

Les syndicats d'enseignants ont toujours été fermes sur le sujet, qui revient d'ailleurs périodiquement. Au Syndicat des services publics (SSP), Julien Eggenberger confirme que les profs ne peuvent pas être mobilisés pour ces petits moments de surveillance. Il note cependant qu'avec le développement du parascolaire, de plus en plus de personnel va se trouver disponible. «Il faudrait, dit-il, que le Canton et les Communes trouvent des solutions combinées ensemble.»

Jean-Rémy Chevalley, qui a finalement accepté de transformer sa motion en un postulat moins contraignant, juge qu'il n'y a «pas une volonté claire de changer les choses». Mais son texte ainsi allégé sera probablement adopté en plénum. Le député n'entend pas lâcher l'affaire: «Si mon postulat est accepté, il y aura un rapport du Conseil d'État à partir duquel je pourrai aller plus loin.»

L.B.S

Débat S'engager pour bien vieillir

L'engagement social est-il la clé du bien-vieillir? Contribuer au vivre-ensemble est-il nécessaire pour donner du sens à sa retraite? La Fondation Leenaards interrogera les liens entre engagement social et qualité de vie des aînés lors d'une rencontre-débat, le 27 novembre à 16 h 30 à la Maison pulliérane (Pully). «L'occasion de découvrir des initiatives et projets originaux et de donner la parole aux principaux intéressés: les seniors», indiquent les organisateurs. Inscriptions jusqu'au 16 novembre par mail: age@leenaards.ch. **M.N.**

CHUV Découvertes sur le virus Zika

Dans les cas d'infection maternelle par le virus Zika, seul un quart des fœtus sont infectés par voie congénitale. Parmi eux, un tiers présente des complications graves à la naissance ou une perte du fœtus. Ce sont les principaux résultats d'une étude fraîchement publiée dans la revue «The British Medical Journal». Le principal auteur de cette recherche, Léo Pomar, est sage-femme échographiste au CHUV. Dans le cadre de sa thèse, il analyse les données recueillies en Guyane pour mener d'autres études sur les infections congénitales et l'imagerie du cerveau fœtal. **M.N.**

PUBLICITÉ

8 JOURS EXCEPTIONNELS
du 09 au 19 novembre

www.roche-bobois.com

rochebobois
PARIS

LAUSANNE (CRISSIER) / GENÈVE / FRIBOURG (AVRY-SUR-MATRAN) / ZURICH